

<http://www.afrikcaraibmontreal.com/entrevue-avec-m-aziz-salmone-fall-sur-son-documentaire-africom-go-home-bases-etrangees-hors-dafrique/>

Entrevue avec M. Aziz Salmone Fall sur son documentaire AFRICOM Go Home: Bases étrangères hors d'Afrique

Posted on 16 avril 2016 by [afrikcaraibmontreal](#) in [Afrique](#) // 0 Comments



Facebook Twitter Partager

Le réalisateur et politologue, M. Aziz Salmone Fall, nous a accordés une longue entrevue sur son documentaire *AFRICOM Go Home: Bases étrangères hors d'Afrique*. Un film qui permet de comprendre l'impérialisme en Afrique et ses nouvelles physionomies géopolitiques, affirme M. Fall, qui enseigne les sciences politiques, l'anthropologie, les relations internationales et le développement international à l'Université McGill et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est également fondateur et membre du Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (GRILA).

Bonjour M. Aziz Salmone Fall, votre film *AFRICOM Go Home: Bases étrangères hors d'Afrique* a fait l'objet d'un débat après sa projection au Centre Afrika au mois de février dernier, une initiative de Lénine Boucal en collaboration avec l'association africaine AFRICASUM et Casa Espoir. Quel est l'objectif du film?

Il s'agit en fait dans ce film de comprendre l'impérialisme en Afrique et ses nouvelles physionomies géopolitiques. La décolonisation et libération de l'Afrique restent inachevées, en fait elle est entrain d'être de nouveau recolonisée. Dans le film *Africom go home*, bases étrangères hors d'Afrique disponible en 3 langues sur Youtube, je reviens amplement dessus et on y illustre la bataille en cours pour le contrôle géopolitique de l'Afrique. Pour l'Afrique, le « nouvel ordre mondial » ou la mondialisation n'est qu'un redéploiement sélectif du capitalisme de l'ère précédente. Il n'y permettra même pas l'émergence d'un « projet national bourgeois ». Quelques pays de ce continent au vil prix de la *compradorisation*, pourront s'ajuster aux exigences du système mondial. Les autres, en dépit de leur de croissance, vivront à son crochet et en seront progressivement marginalisés ou mis en réserve. Malheureusement, la plupart des pays africains, malgré l'échec des dernières décennies, s'évertuent à poursuivre une hypothétique sortie de crise orchestrée par les institutions financières et les voraces transnationales du grand capital. Les espaces de souverainetés qui avaient été acquis dans le sang et la souffrance ont été pour l'essentiel bradés. La lutte effrénée des élites pour l'appropriation des moyens d'enrichissement, de pouvoir et de violence ravage le continent. L'enjeu sécuritaire a comme fonction de permettre de rendre les parrains indispensables et incontournable. Bien que les aspirations populaires qui contestent cette voie ne disposent pas de l'espace politique pour être concrétisées, des forces progressistes s'organisent pour qu'elles y parviennent. Il faut absolument les soutenir. La recolonisation est subtile, et à la fois brutale. En raison de l'impérialisme et du néocolonialisme et des forces internes qui leur sont alliés, de la réingénierie privatisée de l'État, la corruption locale et la gestion peu patriotique des deniers publics. L'ordre ou le désordre mondial est impitoyable pour l'Afrique, malgré ses slogans d'émergence et de futur reluisant. Plusieurs pans des formations sociales africaines seront marginalisées et condamnées à la mendicité et au règne cupide de castes de prédateurs. Les autres formations sociales qui auront la possibilité d'être intégrées au marché mondial ne le seront qu'au prix de la *compradorisation* et de l'ajustement permanent aux conséquences, forcément de plus en plus cruelles, que demeureront insatiables les exigences du grand capitalisme. Ceci est le sort que réserve le capitalisme néolibéral en cours à l'Afrique, c'est-à-dire la possibilité d'une vie décente à une infirme minorité de privilégiés et la vie de la multitude des autres aux crochets d'une économie informelle de produits en fin de vie, des rebuts et pour le tiers restant la survivance dans la misère. Il est trompeur de se fier à la spéculation foncière et immobilière ou à l'affairisme de souks refuges de capital improductif des classes moyennes et castes possédantes.

Ce qui est qualifié de mondialisation est un redéploiement de l'impérialisme. C'est un processus qui se déroule depuis 6 siècles et qui connaît une accélération vers l'entropie. Le désordre mondial s'acharne à gérer l'insupportable. Le marché mondialisé permet la circulation des biens, services et des marchandises à travers les frontières, mais restreint la circulation humaine, toujours plus triée, en fuite de cerveaux et bras corvéables. Les murs et frontières des archipels de prospérité de par le monde, y

compris en Afrique, s'érigeront toujours plus haut et les hordes de jeunes aux horizons bloqués s'évertueront à les franchir. Malheureusement, la plupart des pays africains, malgré l'échec des 3 dernières décennies, s'évertuent à poursuivre une hypothétique sortie de crise orchestrée par les institutions financières et les voraces transnationales du grand capital. La lutte effrénée des élites pour l'appropriation des moyens d'enrichissement, de pouvoir et de violence ravage le continent. La dépolitisation entretenue de pans entiers de la société par des diversions culturelles et sportives et la fragmentation des pans politisés empêchent aussi une riposte collective organisée. Bien que les aspirations populaires qui contestent cette voie dominante ne disposent pas de l'espace politique pour être concrétisées, des forces progressistes s'organisent pour qu'elles y parviennent. Il faut plus d'engagements politiques, élargir la marge d'action de l'état et recouvrer les espaces de souveraineté et sauvegarder le bien commun. Bref, la démocratie et les stratégies progressistes devraient être orientées dans le sens du développement autocentré et populaire. Nous pourrions au moins nous inspirer des pays scandinaves qui ont su quoi faire.

Vous avez dit: « Pour l'Afrique, le nouvel ordre mondial ou la mondialisation n'est qu'un redéploiement sélectif du capitalisme de l'ère précédente. Il n'y permettra même pas l'émergence d'un projet national bourgeois ». Est ce que ce n'est pas une vision pessimiste sur l'avenir de l'Afrique par rapport aux prédictions de certains économistes comme Charles Robertson qui, en 2012, publie son livre THE FASTEST BILLION, The story Behind Africa's Economic Revolution en référence à la croissance de l'économie africaine d'ici 2050? Un titre qu'on peut traduire par: LE MILLIARD LE PLUS RAPIDE, l'histoire qui se cache derrière la Révolution économique de l'Afrique.

Tout ceci est trompeur, il y a toujours eu des riches en Afrique et il y en aura d'autres. Récemment l'ONG Oxfam dans le sillage du programme de UNU wider qui l'avait déjà démontré bien avant, illustre que le patrimoine de la moitié la plus pauvre de la population mondiale avait décliné de mille milliards de dollars depuis 2010, pendant que la population mondiale augmentait de 400 millions de personnes et que parallèlement le patrimoine des 62 premières richesses mondiales croissait de plus de 500 milliards de dollars culminant à 1 760 milliards soit plus de ce que possède la moitié la plus pauvre de l'humanité. C'est tout dire sur ces discours de l'effet de ruissellement de la richesse. Sous les ajustements structurels on a vu que plusieurs formations sociales enregistrent des taux de croissance supérieurs à ceux des pays les plus avancés. Mais ces croissances ne signifient pas pour autant un développement pour les populations, mais davantage un développement du capitalisme qui est polarisant et défavorable pour l'Afrique. Le développement est par essence prédateur. C'est un paradigme hégémonique, un postulat occidentalocentré. Dans tous les peuples où il est entrepris, s'y cherche l'équilibre entre le repli et l'ouverture. Et dans notre ère mondialisée par le capitalisme, le développement continue de revêtir la définition qu'en donne Gilbert Rist : « Le développement » est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinés, à travers l'échange, à la demande solvable . » Ce n'est pas en accolant épithète ou qualificatif que le développement change fondamentalement, mais plutôt en prenant conscience de sa dimension historique et prédatrice, de son culturalisme et surtout de son inclination à la quête insatiable de la croissance et du profit. On ne réinvente pas la roue, mais on la perfectionne. Il n'y a pas non plus forcément de chemins. Le chemin se fait en marchant, ce qui n'empêche pas de réemprunter des traverses, tantôt sinueuses, mais fécondes, ou d'en éviter d'autres inutiles et sans issues. Les expériences des mouvements de libération nationaux, les aspirations de la tricontinentale et du non-alignement, les capacités de compter sur ses propres forces de la déclaration d'Arusha – qui instaure le socialisme tanzanien –, aux plus récentes conclusions issues des forums sociaux mondiaux comme la déclaration de Bamako, sont encore des sources d'inspiration. Nul ne peut prédire l'issue des luttes, et le futur proche résultera des bouleversements dans les rapports de force sociopolitiques, économique-culturels, entre genres et entre générations. Il s'agit entre-temps de

consolider les acquis, d'élargir le champ d'une réponse sociale humaniste progressiste, et si possible socialiste, contre le modèle unilatéral du marché et son apartheid mondial.

Il faut à l'échelle des formations sociales des réformes pour des projets de société viables. Cela est hypothétique sans un effort de désengagement sélectif et d'auto-centrage et l'intégration régionale et collective de ceux qui optent pour une telle alternative. Le désengagement sélectif a permis à des formations sociales comme les États-Unis, la Suisse ou la Chine de sortir de leur dépendance dans le cadre d'une division internationale du travail qui les défavorisait. On tend à oublier ce truisme, mais la capacité d'auto-centrage, donc de compter avant tout sur ses propres forces, est le propre de l'humanité. Dans la phase du capitalisme, elle renvoie à la capacité de maîtriser son accumulation à travers diverses étapes historiques du mode de production et de dimensions politiques économiques et culturelles. Ces étapes ne mènent pas forcément au capitalisme ou au socialisme, l'inflexion vers ces horizons dépendant d'abord des luttes sociales en œuvre.

Selon vous, quel système économique correspondrait mieux à l'Afrique? Je vais vous citer encore: « Les élites africaines mystifiées et apeurées de nos États, qui ont été dessaisies de leurs attributs de souveraineté par les ajustements, cautionnent cette mise en tutelle et repoussent, parfois à contrecœur, les gestes fermes d'autodéfense et de souveraineté panafricaine. » Est ce que les dirigeants africains ont aujourd'hui des marges de manœuvres par rapport aux diktats des grandes puissances? Quelle est, selon vous, la meilleure façon de résister aux grandes puissances en Afrique?

Il faut à l'échelle des formations sociales des réformes pour des projets de société viables. Cela est hypothétique sans un effort de désengagement sélectif et d'auto-centrage et l'intégration régionale et collective de ceux qui optent pour une telle alternative. Le désengagement sélectif a permis à des formations sociales comme les États-Unis, la Suisse ou la Chine de sortir de leur dépendance dans le cadre d'une division internationale du travail qui les défavorisait. On tend à oublier ce truisme, mais la capacité d'auto-centrage, donc de compter avant tout sur ses propres forces, est le propre de l'humanité agissante et organisée. Dans la phase du capitalisme, elle renvoie à la capacité de maîtriser son accumulation à travers diverses étapes historiques du mode de production et de dimensions politiques économiques et culturelles. Ainsi se forme un gigantesque marché intérieur de biens de consommation de masse permettant une industrialisation mesurée. Ces étapes ne mènent pas forcément au capitalisme ou au socialisme, l'inflexion vers ces horizons dépendant d'abord des luttes sociales en œuvre.

- L'autosuffisance alimentaire, la réforme agraire, la modernisation agricole au rythme de chaque société ; l'avènement de marchés de biens de consommation de masse, pour la satisfaction des besoins essentiels.

- La nationalisation des ressources dans une perspective de participation citoyenne et patriotique.
- L'industrialisation légère complétant l'agriculture et le rééquilibrage du revenu ville/campagne.
- L'intégration régionale et continentale accélérée par complémentarité et péréquation.
- Miser sur des brevets et une technologie à sa portée et moyens.
- Banque centrale, monnaie continentale, Parlement bi- ou tricontinental sur les grands enjeux de développement et de sécurité.
- Armée continentale et brigade civile de prévention des conflits et de reconstruction post-conflits.
- Coopération tricontinentale contre la spéculation avec des internationalistes du Nord qui partagent la lutte contre l'impunité, l'enrichissement illicite et l'atteinte aux droits de la personne.
- Lutter collectivement pour refuser de payer la dette et réformer les institutions internationales pour une coopération internationale plafonnée à 0,7 % et non liée.
- L'émancipation des femmes et le changement des mentalités masculines.
- La repolitisation démocratique des masses et leur auto-organisation contre l'impérialisme, les régimes compradors et les comportements anti-progressistes.
- Décrypter les comportements irresponsables consuméristes et ostentatoires et redécouvertes des schémas de solidarité.
- Sauvegarder les ressources naturelles et environnementales, par un comportement civique et

écologique.

- Œuvrer pour un monde humaniste progressiste et polycentrique et la préservation des biens communs par un développement responsable et populaire.

Quand vous parlez de « *compradorisation* », de « développement autocentré et populaire », à quoi faites-vous référence?

Le scandale des Panama papers éclaire la pointe de l'iceberg de combien les autorités en place dans nombre de pays s'enrichissent de façon illicite. La soumission comprador de pans entiers d'élites dirigeantes affecte le continent. Les pouvoirs politiques managérialisés par la Banque mondiale deviennent ceux de propriétaires privés, caciques ou proches du régime qui ont accaparés les actifs d'Etat : titres fonciers, miniers, espaces immobiliers, rente de situation et économie de bazar de la consommation urbaine en liens ou bradés à des groupes monopolistiques privés. Les dispositifs de recolonisation néolibérale doivent être inlassablement combattus. Un des champs de combat est l'enjeu alimentaire mondial. La production alimentaire actuelle pourrait nourrir la planète, mais l'essentiel des céréales sert de fourrage concentré au bétail qui nourrit de viande les plus nantis. Le développement autocentré exige l'autosuffisance alimentaire et l'essentiel des mesures que j'ai énuméré plus haut. Il importe de revigorer la riposte, de repolitiser démocratiquement les masses, en redéployant le panafricanisme et le front du Sud, c'est-à-dire en remettant le pendule historique dans le sens radicalisé des exigences de la tricontinentale. Cet horizon passe par la convergence dans la diversité de l'effort progressiste de sauver le bien commun de l'Humanité qui nous servira opportunément de tremplin d'unité, autant en Afrique que dans le reste du monde. Construire un front contre la compradorisation, demeure pour moi la tâche principale de la jeunesse africaine pour la sauvegarde de la souveraineté du continent.

Dans quel contexte est né votre projet de documentaire?

Il est la traduction des efforts de plaidoyers et de travail de sensibilisation de la déclaration *Africom go home* traduite en 9 langues et que vous trouvez sur le site du GRILA (Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique).

Quel est le rôle de AFRICOM selon le gouvernement ou l'État Américain? Pouvez-vous nous parler de AFRICOM? Quel est son rôle selon vous?

Je ne peux que vous répéter ce que dit notre déclaration alors que l'Africom vient de finir des manœuvres au Sénégal avec plusieurs pays pour l'Afrique de l'Ouest. Les administrations américaines changent, mais le système reste, les USA sont une grande puissance qui tente de tempérer son déclin par la ruse et la force. Dans la lignée d'une politique expansionniste et agressive en Afrique, le commandement général des États-Unis pour l'Afrique, AFRICOM, lancé par l'administration de Bush Jr, prétend protéger la sécurité nationale des États Unis en renforçant les capacités de défense des États africains contre des menaces transnationales et y permettre un environnement favorable à un développement harmonieux. Il cherche à établir une base sur le continent africain en transférant l'AFRICOM qu'il positionne, depuis 2008 à Stuttgart en Allemagne. Là est aussi cantonné le U.S. Marine Forces Africa (MARFORAF) qui coordonne les frappes militaires et les manœuvres sur le continent.

Cette perspective d'une base de l'AFRICOM en Afrique, pour l'instant rejetée par la plupart des pays du continent, en séduit quelques rares. Elle s'impose sur le mode du fait accompli, à mesure que progresse la stratégie d'endoctrinement, d'encerclement et de diffusion dans le continent et qu'y sont entretenus des foyers de tension. En effet l'AFRICOM, les dispositions de l'OTAN et des initiatives unilatérales de certains pays de l'OTAN comme la France se font dans l'intérêt exclusif des pays du centre et leurs compradores locaux. Cette base ne vise qu'à sécuriser, dans la durée et à leurs propres

fin, nos matières premières et notre espace stratégique face à l'appétit des puissantes émergentes du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et notre propre perspective d'unité. Aucun de ces pays de l'OTAN n'a besoin d'une base militaire aussi grande en Afrique. Non seulement ils disposent de plusieurs bases et facilités, mais vont où bon leur semble sur le continent, en raison de clauses bilatérales et autres arrangements connexes. La plupart des armées des pays africains ont été cooptées par les forces des États impérialistes et leurs milices privées et autres compagnies de sécurité. Ces forces de surcroît alimentent, directement ou indirectement, le péril terroriste qui prospère sur le terreau du sous-développement. Sinon, elles s'ingénient à freiner les avancées démocratiques comme en Afrique du Nord en fragilisant certains pays ou en soutenant par des pays alliés du Moyen-Orient des régimes rétrogrades. La mise sous tutelle de nos pays est très avancée, en raison de leur déstructuration par trois décennies d'ajustements structurels de désengagement de l'État, de gouvernance managériale, de diversion démocratique et de dépolitisation. Au niveau militaire, les pays africains sont dispersés, fragilisés et désunis sur les enjeux fondamentaux d'occupation entre autres au Congo, en Côte d'Ivoire, en Libye et au Mali. Le chantage d'instabilité menace autant le Soudan, l'Égypte, le Nigéria, la Tunisie, la Centrafrique que l'Algérie... Sur les théâtres d'opérations, l'ONU est instrumentalisée, laissant les coudées franches aux forces de l'OTAN. L'unité d'apparence des pays africains militarisés dans ces missions l'est surtout dans le sillage de l'impérialisme. Trente-six pays du continent ont d'ores et déjà envoyé se faire former à Washington la « prochaine génération de leaders du secteur de la sécurité » (ACSS- African Center for Strategic Studies). Ces hauts gradés viennent s'insérer dans un dispositif de renforcement des capacités opérationnelles et militaires sous l'AFRICOM's Theater Security Cooperation programs (TSCP). Africa Contingency Operations Training and Assistance (ACOTA) programme complète ces programmes de formation de la troupe et s'insinue jusque dans la formation multilatérale de pacification onusienne. Depuis une dizaine d'années, une quantité toujours plus grande d'armées africaines participent annuellement aux manœuvres FLINTLOCK de lutte antiterroriste en Afrique du Nord et de l'Ouest. AFRICA ENDEAVOR est quant à elle une manœuvre dans le secteur de la communication d'intelligence. CUTLASS EXPRESS sont des manœuvres maritimes censées contenir les trafics en tout genre dans l'Afrique de l'Est et l'océan Indien. Certes, il y a une insécurité inhabituelle sur le continent pour prétexter tant d'élans belliqueux. De plus en plus de noyaux, de nature terroriste ou d'aventuriers politiques, existent et disposent de leur propre agenda, nuisant autant à « l'ordre du monde » qu'aux pays africains. Mais, ce sont des épiphénomènes. Le plus souvent, les origines des conflits, que ces puissances disent enrayer, découlent de l'échec du développement et de la pauvreté, des incidences de leurs propres politiques, de délinquances et trafics issus de conflits perdurant, de l'instrumentalisation du désordre, d'intérêts liés à leurs Juniors. Les Juniors sont de petites firmes multinationales qui s'acoquinent aux nébuleuses de rebellions ou de terroristes pour l'accès aux ressources. Les accointances avec les forces étrangères, qui viennent ensuite 'libérer' les zones contentieuses, font partie de la stratégie du tout sécuritaire validant la militarisation. Plusieurs régimes politiques de nos pays participent à ce brigandage, ou alors sont soumis aux chantages des conditionnalités des libéralisations et des ressources extractives. La mise sous tutelle de nos armées nationales, ou ce qui en reste, et la perspective de voir déménager en Afrique la base de l'AFRICOM ainsi que la recrudescence des interventions militaires françaises ou autres hypothèquent toute réelle intégration africaine. L'Afrique est progressivement insérée de force sous le parapluie de l'OTAN. L'AFRICOM aide l'OTAN et réciproquement sans que ne soient plus discernables leurs nuances. Ce début mai, le secrétaire général de l'OTAN Rasmussen a reçu à Washington le « Distinguished Leadership Award » du Conseil atlantique. L'AFRICOM comme l'OTAN quadrillent le continent, sophistiquant une politique qui remonte à loin. Les entraves aux indépendances et renversements de régimes progressistes ; l'échec de l'endiguement de la lutte contre l'apartheid ; les errements de la politique américaine en Somalie et au Soudan et ses tractations avec El Qaeda et les attentats jihadistes avant ceux du 11 septembre et la politique dite anti-terroriste qui en a découlé en sont quelques moments historiques. En 2002, c'est l'initiative pan sahélienne anti-terroriste avec quatre pays sahéliens. Elle est portée trois ans plus tard à TSCTI Trans-Saharan Counter-Terrorist Initiative qui adjoint cinq pays de plus. L'EACTI East Africa Counter-Terrorist Initiative prolonge pour l'Afrique de l'Est en englobant six autres pays. Dans la même année 2005, l'OTAN est venue assister

l'Union africaine au Darfour. Deux ans plus tard, elle confectionne l'étude qui sera la matrice des brigades des FAA, forces africaines en attentes, censées maintenir la paix continentale et qui serait opérationnelle en 2015. Ceci est un déni de la souveraineté continentale. L'OTAN et l'AFRICOM n'ont en réalité pas besoin de plus que leur actuel officier de liaison militaire de haut rang (SMLO) agissant comme point de contact des activités avec l'Union africaine.

Dans le film, on vous voit mener des campagnes de sensibilisation en Afrique et en Allemagne à propos de AFRICOM. Dans combien de pays, vos campagnes vous ont menés?

Je vais partout où on m'invite et où partout la séduction qu'exerce le capitalisme demeure une hégémonie. Ce système crée une aspiration qu'il ne peut satisfaire pour la multitude qui bien sûr est attirée par le faisceau de la lumière comme des papillons éberlués, mais une jeunesse consciente subsiste et elle n'est pas si dupe. Mais ce système capitaliste est sénile et il est en crise et sa viabilité au niveau écologique est nulle. J'ai sillonné des pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale, je viens de participer aux 60 ans de Bandung, cette année 2016 est l'anniversaire de la tricontinentale. Combien d'Africains se souviennent à ce sujet de Ben Barka et de pourquoi il est mort pour nous et notre dignité? Les valeurs qu'il défendait sont de loin plus nobles que les chimères du capital qui aveuglent nos enfants. Ces dernières sont dans l'insouciance, l'impuissance ou la désorganisation. Bref pour tempérer leur déclin économique et coopter les bourgeoisies des pays émergents dans leur sillage il y a une surenchère terroriste des grandes puissances. Cela leur permet de faire justifier leur parrainage de tous les pays qui ne peuvent se défendre contre le péril terroriste. Ils sont les premiers responsables de la boîte de pandore terroriste qui désormais rhizome dans des terres fertiles du sous développement et de la frustration où le ressentiment antioccidental et les agendas contradictoires s'épanchent. La conditionnalité sécuritaire est donc venue se greffer à la conditionnalité politique des ajustements économiques, dite gouvernance. Les élites africaines mystifiées et apeurées de nos États, qui ont été dessaisis de leurs attributs de souveraineté par les ajustements, cautionnent cette mise en tutelle et repoussent, parfois à contrecœur, les gestes fermes d'autodéfense et de souveraineté panafricaine. Il y donc désormais une constellation de bases ou les intérêts de la Françafrique côtoient les dispositifs de l'OTAN, de l'AFRICOM, des réseaux d'intelligence de logistique et de cooptation totale de nos armées et de nos leaderships politiques. Avec la dépendance technologique et la servitude volontaire de pans entiers dépolitisés ou désinformés de nos tirailleurs modernes, j'ai le sentiment que nous sommes moins préparés à résister à ce phénomène complexe que nous avons su résister contre la colonisation du vingtième siècle. Maintenant le socialisme de marché chinois est aussi frappé de tendance bourgeoise et d'élans d'oligarques mandarins préoccupés de leurs seuls intérêts. Ils ne sont cependant rien sans l'État chinois. Il y a un rapport de force et une lutte interne sourde en cours en Chine. Si cette tendance pro affairiste triomphe, l'Afrique devra se prémunir de ce qui sera alors un social impérialisme affirmé. Pour l'instant on ne voit pas en dehors de l'hégémonie économique et sa voracité pour les matières premières une volonté d'occupation militaire tacite. Cependant sous le prétexte de défendre ses intérêts économiques et commerciaux dans le golfe d'Aden la Chine vient d'y suivre le Japon. À Djibouti, après les bases des Français, les Américains et des Japonais, voici que la Chine va disposer d'un espace logistique. Si c'est véritablement une base, comme mes informations non officielles me le susurrent, elle serait à Obock, actuellement sous contrôle américain. Que ce soit là ou plus probablement ailleurs, ce serait un dangereux précédent. La zone franche industrielle qui vient d'être signée avec Djibouti et la sécurité de cette nouvelle route de soie en terre africaine ferait monter d'un cran la convoitise géopolitique de l'impérialisme sur le continent. A ce moment la Chine rejoindrait plus qu'objectivement les centres de l'impérialisme en violant son discours non aligné et sud /sud. La Chine jusque là défendait surtout ce qui est à l'intérieur de sa muraille et elle est consciente de sa puissance accrue et de ce que cela provoque comme crainte de par le monde. Elle tient à rassurer autant l'impérialisme que les pays d'Afrique, qui pour l'instant peuvent encore profiter de cet échange sud-sud avec intelligence si les intérêts populaires passaient d'abord avant tout. Malheureusement la plupart de nos régimes sont *compradors* (subordonnés à l'impérialisme) et n'ont qu'une vue à court terme et gèrent la crise. Voilà pourquoi je continuerais d'agir et de parler de cet enjeu, partout où je le pourrais et défendre avec la dernière énergie notre continent.

Propos recueillis par Ansoù Kinty